



10 octobre 2019

ACCUEIL > MONDE > SYRIE

## Offensive turque contre les Kurdes : La France va-t-elle être obligée de rapatrier ses djihadistes ?

**TERRORISME** Depuis l'automne 2017, la France refuse de rapatrier l'ensemble des djihadistes français détenus par les forces kurdes en Syrie

par HELENE SERGENT

- Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le gouvernement explique évaluer les situations des djihadistes français et de leurs familles au « cas par cas » et refuse un rapatriement global de ses ressortissants.
- L'offensive turque à la frontière syrienne contre les forces kurdes pourrait pourtant conduire à l'évasion des combattants étrangers de Daesh et renforcer l'organisation terroriste.
- Un danger pour la sécurité nationale pointé depuis des mois par les observateurs du conflit en Syrie et par les proches de ces djihadistes détenus sur place.

C'était il y a huit mois à peine. À l'époque déjà, **Donald Trump** avait brandi la menace d'un retrait des troupes américaines en Syrie. La perspective d'abandonner les Kurdes dans le conflit et la possibilité d'un affrontement avec la Turquie avait poussé la France à revoir, pour la première fois, sa politique de gestion des djihadistes français détenus en Syrie. **Édouard Philippe**, le Premier ministre, plaidait alors pour un rapatriement des ressortissants djihadistes : « *Est-ce qu'on préfère qu'ils soient dispersés, qu'ils rejoignent les rangs de Daech ou qu'ils partent dans un autre pays pour continuer à fomenter des attentats ?* »

En vain. Face à une opinion publique réticente à l'idée de voir revenir sur le sol français ces concitoyens engagés dans les rangs de Daech, le gouvernement avait fait machine arrière. Depuis, une poignée d'entre eux a été rapatriée de Turquie ou de Syrie. Mais on estime que 400 à 500 combattants français se trouveraient toujours dans les geôles et camps tenus par les Kurdes au nord-est de la Syrie. Aujourd'hui, l'offensive turque contre ces alliés kurdes rebat toutes les cartes. Quelles conséquences cette opération peut-elle avoir sur la politique prônée jusqu'ici par le Quai d'Orsay ? *20 Minutes* fait le point.

- **Pourquoi l'opération turque change-t-elle la donne ?**

La ministre des Armées, **Florence Parly** l'a reconnu dans un tweet mercredi, « *l'offensive turque dans le Nord-Est syrien est dangereuse. Dangereuse pour la sécurité des Kurdes. Dangereuse car elle est propice à Daech, contre qui nous nous battons depuis cinq ans* ». En décidant d'engager ses troupes à la frontière syrienne pour affronter les Kurdes, le président turc Recep Tayyip Erdogan, met à mal la position française sur bien des points.



Soutien financier et militaire des Kurdes, la France engagée ans la coalition internationale a fait le choix, depuis deux ans, de laisser ses alliés « gérer » la détention des djihadistes étrangers capturés dans la région et retenus dans plusieurs camps du nord-est de la Syrie. « *Si les affrontements entre Kurdes et Turcs s'intensifient, la priorité des Kurdes sera de rester en vie et de défendre leurs populations. Ils diront au monde entier et notamment aux Européens : Occupez-vous de vos prisonniers !* », analyse **Karim Pakzad**, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de la Syrie joint par *20 Minutes*.

- **La France peut-elle maintenir sa politique qui consiste à laisser ses ressortissants aux mains des Kurdes ?**

Malgré le début de l'offensive turque, la France n'a pour l'heure pas modifié sa position concernant ses ressortissants djihadistes détenus en Syrie par les Kurdes. Dans une déclaration officielle diffusée le 7 octobre, le Quai d'Orsay déclarait : « *Les combattants terroristes qui sont en détention, y compris ceux de nationalité étrangère, doivent faire l'objet d'un jugement là où ils ont commis leurs crimes. Ce jugement et leur détention sûre dans le nord-est de la Syrie sont par ailleurs un impératif de sécurité pour éviter qu'ils ne viennent renforcer les rangs des groupes terroristes. Toute initiative pouvant remettre en cause ces objectifs doit être évitée* ».

Avocate de plusieurs femmes françaises détenues dans les camps kurdes, **Marie Dosé** peine à cacher sa colère : « *Voilà deux années que je dis que les rapatriements sont inéluctables, d'un point de vue humanitaire mais aussi sécuritaire. Ce qui se passe a été anticipé par tous les spécialistes de l'antiterrorisme, par les ONG sur place, par le haut-commissariat à l'ONU, par tout le monde, sauf par le gouvernement français* ».

Si ce n'est, pour l'heure, pas envisagé par le gouvernement, un rapatriement dans les conditions actuelles semble de toute façon peu probable, estime Karim Pakzad. « *Imaginons un instant que la France décide d'envoyer un commando spécial pour rapatrier les prisonniers français et qu'à côté de cela, ils laissent tomber les Kurdes face à la*

*Turquie ? C'est intenable. D'autant que les opérations aériennes et au sol ont déjà commencé », note le chercheur.*

- **Quelles sont les alternatives ?**

Sur ce point, les avis des États divergent. La Maison Blanche préconise de faire passer les djihadistes européens, dont les capitales refusent le rapatriement, sous la « responsabilité » des Turcs. Une solution rejetée par la France. *« Ce serait inacceptable moralement, commente Karim Pakzad, cela reviendrait à dire à la Turquie : on vous laisse détruire les forces Kurdes si vous vous occupez de nos prisonniers ! »*

Contacté par l'AFP, le représentant kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), **Khaled Issa**, s'est montré rassurant : *« Sur les djihadistes (étrangers), notre coopération (avec la France) continue, dans des conditions difficiles. On maintient avec force et rigueur notre coopération (...) On va essayer de jongler sur plusieurs fronts avec les moyens dont on dispose. »*

Marie Dosé, elle, est particulièrement pessimiste quant au sort des djihadistes français et de leurs familles : *« Soit ils vont finir par mourir sous les bombes d'Erdogan, soit ils vont se disperser. Par son inertie depuis deux ans, la France renforce Daech et nous menace. Et c'est un éternel recommencement. C'est exactement ce qu'il s'était passé en Irak et qui a conduit à la création de Daech. On fabrique du terrorisme. C'est un immense scandale. » ■*